

Antoine Bondaz

Chargé de recherche

Fondation pour la recherche stratégique

Les Européens ont un rôle à jouer dans la prévention d'un conflit dans le détroit de Taïwan

Cette note repose sur le texte de l'audition d'Antoine Bondaz au Parlement européen, le 24 février 2021, sur le thème « Chinese military territorial provocations in the Indo-Pacific », auprès de la sous-commission sécurité/défense (SEDE), en partenariat avec la Commission affaires étrangères (AFET) et la Délégation pour les relations avec la République populaire de Chine (D-CN).

Madame la présidente, Monsieur le vice-président, mesdames et messieurs les députés européens, c'est, comme à chaque fois, un plaisir et une responsabilité particulière de m'exprimer face à vous.

Si la Chine est un partenaire de négociation, un compétiteur économique et un rival systémique, certaines de ses actions internationales, notamment ses provocations militaires, peuvent également constituer une menace pour la stabilité en Indopacifique et pour les intérêts européens dans la région.

En coordination avec le Dr. Eva Pesjova, je commencerai cette présentation avec des éléments de contexte portant sur l'évolution du dispositif militaire chinois, puis me concentrerai sur les provocations chinoises autour de Taïwan, et le rôle de l'Union européenne.

Mon argument principal sera simple et clair : la dégradation de la situation dans le détroit de Taïwan doit attirer toute notre attention. Il est urgent pour l'Union européenne et les États membres de passer du statut d'observateurs passifs à celui d'acteurs proactifs, et d'adopter une stratégie claire pour dissuader Pékin de tout changement unilatéral du *statu quo*. Il en va de nos intérêts.

L'armée populaire de libération (APL) est la plus grande armée du monde en termes d'effectifs, avec plus de deux millions de soldats. La modernisation des forces armées chinoises repose principalement sur l'augmentation des dépenses militaires rendue possible par le formidable développement économique.

Selon les chiffres du SIPRI, les dépenses militaires chinoises ont été multipliées par sept en vingt ans, passant de 40 milliards de dollars en 1999 à 265 milliards de dollars en 2019. Au cours de cette période, les dépenses du Japon stagnaient à 45 milliards de dollars et celles de Taïwan – à 10 milliards de dollars... Pékin dépense plus pour sa défense que la somme de tous ses voisins de l'Indopacifique réunis.

Cette hausse des dépenses se traduit par un accroissement du nombre d'équipements militaires. Entre 2014 et 2018, la Marine chinoise a ajouté à sa flotte l'équivalent, en tonnage, des flottes française et italienne combinées. Dans le détroit de Taïwan, elle a déployé de nouveaux navires afin d'améliorer ses capacités amphibies. La croissance du Corps des Marines prévue est aussi frappante : de 10 000 soldats en 2017 à 35 000 en 2020, et un objectif à terme de 100 000 soldats.

Il est aussi nécessaire pour la Chine d'assurer la modernisation qualitative de ses équipements militaires. Le pays investit massivement dans les nouvelles technologies. La Chine renforce notamment l'intégration civilo-militaire, une stratégie nationale depuis 2015 qui profite souvent de la faible surveillance de certaines coopérations scientifiques et techniques sensibles, notamment en Europe...

Ces réformes sont indissociables, et indispensables, aux provocations militaires de la Chine, et visent la réalisation d'objectifs politiques clairs.

L'usage de la force par la RPC dans les conflits territoriaux a beaucoup varié depuis 1949. Certains conflits ont conduit à la guerre, comme lors des conflits frontaliers avec l'Inde en 1962 et le Vietnam en 1979. Dans des cas plus récents de conflits frontaliers terrestres, la Chine a été disposée à faire des compromis avec ses voisins.

Toutefois, ces dernières années, la Chine a adopté une approche plus coercitive pour régler plusieurs différends. Pour faire pression sur ses voisins, la Chine diversifie les acteurs militaires et non militaires, avec par exemple la milice maritime, qui joue un rôle complémentaire à celui de la Marine et des garde-côtes chinois, ce qui permet au pays de mener des opérations en deçà du seuil d'un conflit militaire.

Dans ce cadre, Taïwan reste de loin la première priorité de l'APL. L'ouvrage de référence de l'Académie des sciences militaires, *la Science de la stratégie militaire*, publié en 2013, présente le scénario de conflit auquel les forces armées doivent se préparer en priorité comme « *une guerre à la périphérie de la Chine, à grande échelle et de haute intensité, sur un champ de bataille maritime et dans un contexte de dissuasion nucléaire* ». Concrètement, cela signifie qu'un conflit potentiel avec Taïwan avec le risque d'une intervention américaine est le scénario prioritaire auxquelles les armées doivent se préparer.

L'article 8 de la loi anti-sécession chinoise de mars 2005 stipule également que la Chine peut utiliser des « *moyens non pacifiques* » si « *les forces sécessionnistes provoquent la sécession de Taïwan de la Chine* », si « *des incidents majeurs entraînant la sécession de Taïwan* » se produisent ou si « *les possibilités de réunification pacifique* » sont épuisées. La Chine cherche ainsi à accroître la flexibilité de sa réponse politique et militaire en maintenant une ambiguïté stratégique délibérée.

La Chine a une stratégie politique d'unification, qui a une composante militaire. Une unification de l'île avec le continent, et non une réunification puisque la République populaire de Chine n'a jamais contrôlé Taïwan, demeure un objectif politique et militaire prioritaire.

En janvier 2019, le Secrétaire général Xi Jinping a affirmé que « *la Chine doit être, sera réunifiée* » et que « *la division politique à travers le détroit ... ne peut être transmise de génération en génération* ». Alors que le Parti communiste chinois va célébrer son 100^{ème} anniversaire, le risque de tensions est élevé.

L'APL dispose d'une série d'options pour contraindre Taipei. La Chine pourrait adopter une approche mesurée en signalant sa volonté de recourir à la force. L'APL pourrait également mener une campagne plus globale visant à organiser un blocus aérien et maritime autour de l'île, voire à aller jusqu'à forcer Taïwan à capituler avant l'unification. La situation ne se résume donc pas de façon binaire à la paix ou l'invasion.

Il est fondamental de préciser que du point de vue du Parti communiste chinois, le moyen le plus efficace de parvenir à l'unification serait de dissuader l'armée américaine d'intervenir, plutôt que d'envahir Taïwan, et de profiter ensuite de l'impact psychologique sur Taïwan pour faire pression en faveur de négociations politiques.

Pour Pékin, le plus important n'est donc pas tant la capacité purement militaire de Taïwan et des Etats-Unis, mais la détermination du peuple et de l'armée taïwanais à se battre, et la volonté et la capacité des États-Unis d'intervenir.

Les démonstrations de force chinoises se sont multipliées récemment. Les provocations ne sont pas que diplomatiques – la stratégie d'isolement de Taiwan sur la scène internationale vous est familière –, et politiques – la campagne de désinformation et d'influence chinoise est bien

documentée. Elles sont aussi militaires au risque d'un incident et d'une escalade. La Chine cherche à changer le *statu quo* dans le détroit, et, méthodiquement, teste la réaction de la communauté internationale.

Pékin ne respecte désormais plus la zone médiane dans le détroit ainsi que la zone d'identification aérienne de défense (ADIZ) de Taïwan, après l'avoir respectée de fait pendant des années. En 2020, les forces aériennes chinoises ont pénétré à 380 reprises dans l'ADIZ de Taïwan – le niveau le plus élevé depuis le milieu des années 1990.

Depuis le début de l'année, ces incursions sont plus fréquentes et plus nombreuses. Le nombre total d'incursions aériennes a presque triplé par rapport à 2020, avec 81 avions qui ont violé l'ADIZ de Taïwan au cours du seul mois de janvier.

Les objectifs des autorités chinoises sont de normaliser ces incursions en « internalisant » le détroit de Taïwan, de tester la défense antiaérienne et d'accélérer le vieillissement des capacités aériennes de Taïwan, de démoraliser la population et d'exercer une pression psychologique sans précédent, et de jauger la réaction de la communauté internationale.

Si cela ne constitue pas pour l'instant une violation de l'espace aérien de Taïwan, de nombreux médias d'Etat évoquent désormais ouvertement un tel scénario avec un risque d'escalade réel. Le 28 novembre dernier, un éditorial du *Global Times* affirmait : « *imaginez, si les avions de chasse du continent survolent l'île et que nous incluons l'"espace aérien" de l'île dans le champ d'application des patrouilles de l'APL. [...] Si des frictions éclatent entre l'APL et les troupes taïwanaises, et si l'APL donne une bonne leçon à ces dernières, que peut faire Washington [...] ?* ».

Face à ces provocations, et surtout cette remise en cause unilatérale du *statu quo*, l'Union européenne et les Etats membres apparaissent bien silencieux. On peut même aller plus loin et critiquer une stratégie d'invisibilisation de Taïwan par les autorités de nombreux pays. Taïwan n'est en général pas mentionné dans les stratégies asiatiques ou indopacifiques des différents Etats membres. Notre position apparaît peu claire, et l'absence de stratégie est frappante.

Trop souvent, l'UE et les Etats membres ne sont pas considérés comme des acteurs de la sécurité dans le détroit, et ceux-ci estiment qu'ils doivent rester au-dessus de la mêlée des dynamiques régionales de sécurité.

Or, un conflit militaire dans le détroit aurait de lourdes conséquences humanitaires, entraînerait d'énormes perturbations économiques – pensons aux micro-processeurs indispensables pour notre industrie, et encouragerait les régimes autoritaires à agir de manière agressive en violation du droit international.

La sécurité ne se limite pas à la sécurité militaire. Elle couvre la manipulation de l'information et la liberté de navigation, la résilience démocratique et les cyberattaques, la prévention des prochaines pandémies et la souveraineté technologique, etc.

Dans toutes ces dimensions, l'UE et les Etats membres peuvent jouer un rôle direct ou indirect, public ou discret, important ou limité. Pour être clair, il s'agit autant de notre propre sécurité et de nos propres intérêts que de la sécurité ou des intérêts de Taïwan. Les Européens disposent de leviers, en témoigne la résolution adoptée le 21 janvier dernier par le Parlement européen.

Mais surtout, et j'insiste, les Européens doivent comprendre que leur rôle est dans la prévention d'un conflit plus que dans une intervention au cours d'un conflit. Il nous faut activer les leviers disponibles. Il nous faut passer du statut d'observateurs passifs à celui d'acteurs proactifs, et adopter une stratégie d'engagement crédible pour dissuader Pékin de tout changement unilatéral du *statu quo* par la force, convaincre Pékin que le coût serait trop important. Le risque n'est en effet pas seulement celui d'un conflit entre Pékin et Taipei, mais bel et bien entre la Chine et les Etats-Unis.

Dans ce cadre, et parce qu'un consensus serait possible à trouver à court terme, il est à mes yeux urgent de :

- ⇒ 1. *Renforcer notre diplomatie déclaratoire* : le Conseil et la Commission devraient réaffirmer publiquement leur soutien au maintien du *statu quo*, et convaincre Pékin que toute modification unilatérale de ce dernier aurait un coût prohibitif, que l'Union européenne et les Etats membres ne resteraient pas immobiles.
- ⇒ 2. *Valoriser notre diplomatie parlementaire* : une délégation parlementaire conjointe réunissant représentants du Parlement européen et des parlements nationaux des Etats membres à Taïwan enverrait un message d'unité et de soutien déterminé, cela susciterait aussi une couverture médiatique permettant aux décideurs européens de prendre conscience des enjeux.
- ⇒ 3. *Approfondir les relations et la coopération* : moins Taïwan a de liens avec des partenaires internationaux, moins ceux-ci sont incités à soutenir et *in fine* à venir en aide à Taïwan. Normaliser Taïwan comme objet du débat public est fondamental, ce que cette audition contribue à faire.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

WWW.FRSTRATEGIE.ORG

4 BIS RUE DES PÂTURES 75016 PARIS TÉL : 01 43 13 77 77 FAX 01 43 13 77 78

ISSN : 2273-4643

© FRS—TOUS DROITS RÉSERVÉS